

Productivité et compétitivité : le mystère suisse

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2012)**

Heft 1961

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1024643>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Plusieurs des propositions constitutionnelles de Minder figurent dans la panoplie des défenseurs des droits des actionnaires.

Dans les assemblées générales d'actionnaires, les combats menés par Ethos, le regroupement des droits de vote de fonds de pension ont exprimé une volonté de résistance, une exigence de clarification. Mais la gauche politique ne s'est pas engagée fortement. Le déroulement des assemblées générales, ce n'est pas son terrain. Elle soutiendra avec plus de conviction l'initiative des Jeunes socialistes qui veulent limiter la fourchette des salaires de 1 à 12 et ouvrir un débat public sur l'inégalité. Comment peut-elle être justifiée? Quelles sont ses limites?

Oligarchie

Minder vise davantage que les sursalaires. Il dénonce l'appropriation du pouvoir par les managers et le Conseil d'administration. Cette mainmise leur permet de s'attribuer une part de bénéfice, selon des critères et des indicateurs qu'ils ont eux-mêmes choisis. Ils définissent le mérite avant de se dire partisans du salaire au mérite.

Cette prise de pouvoir dans les sociétés anonymes constitue une «*nationalisation privée*». Une oligarchie s'est mise en situation de définir elle-même les droits dont elle use. Minder s'en prend à cette autojustification qui heurte les valeurs de responsabilité assumée

auxquelles il adhère en patron de droite.

Quant à la gauche, elle ne doit pas voir dans le mode d'élection du Conseil d'administration un gadget. Ses modalités actuelles changent la nature du capitalisme. C'est une étape de l'économie mondialisée, celle des multinationales.

Un titre, un morceau de papier, une action, en tout lieu et en tout temps achetable, ne saurait conférer à qui le détient qu'un droit de propriété sur le capital fixe investi. La relation de travail fait appel à d'autres valeurs, qui s'expriment par la loi, les conventions collectives et la participation. C'est à la gauche de le rappeler.

Thomas Minder nous oblige à relire nos fondamentaux.

Productivité et compétitivité: le mystère suisse

Jean-Pierre Ghelfi • 14 juillet 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/21113>

Entre le pessimisme des statistiques et l'optimisme des performances effectives

Vous souvenez-vous de ce que l'on disait de l'Irlande il y a dix, quinze ans? Le «*tigre celtique*» était alors le chouchou des milieux économiques qui le donnaient en exemple pour dynamiser une économie helvétique qu'ils disaient sinon moribonde, du moins déclinante.

Nous n'évoquons pas le miracle irlandais pour relever qu'il s'est transformé en mirage, mais pour rappeler les débats qui s'en étaient suivis à propos des critères pertinents pour porter une appréciation fondée sur la situation économique d'un pays.

L'un des points ressorti de ces controverses était que le concept de produit intérieur brut (PIB), érigé en norme obligatoire par les

organisations internationales que sont le FMI et l'OCDE, n'est probablement pas une référence aussi fiable et adéquate qu'on veut bien le croire. D'abord le PIB ne prend pas en compte l'endettement d'un pays à l'égard de l'étranger (et donc le service de la dette; ce qui valait en particulier pour l'Irlande), respectivement la fortune investie à l'étranger (et donc les revenus qui en résultent; ce qui concerne tout spécialement la Suisse).

Ensuite le PIB considère les variations des cours des monnaies comme des phénomènes monétaires qui sont sans incidence sur la richesse nationale, alors que lesdites variations modifient dans la durée, et même substantiellement dans le cas de la Suisse, les termes de l'échange, autrement dit le pouvoir d'achat d'un pays. D'où le constat⁸ que les performances effectives de l'économie suisse seraient nettement mieux saisies par le concept de produit national brut (PNB) que par celui de PIB.

Un troisième argument pourrait être avancé: en dépit des efforts d'uniformisation des concepts statistiques, certains pays (les Etats-Unis en particulier) développent régulièrement de nouvelles méthodes qu'ils intègrent dans leurs calculs de la comptabilité nationale de sorte que les comparaisons internationales peuvent s'en trouver faussées dans des proportions significatives. Sur ce dernier point, des chercheurs du KOF⁹ (Centre de recherches conjoncturelles de l'Ecole polytechnique de Zurich) ont montré que si l'on applique aux statistiques helvétiques les mêmes critères que ceux retenus aux Etats-Unis, la productivité de l'économie suisse se rapproche de celle des Etats-Unis (peut-être même la dépasse), alors que ce n'est nullement ce qui ressort des statistiques habituelles diffusées par le FMI ou l'OCDE! Cette

thématique avait aussi incité l'ancien directeur du KOF, Bernd Ships, à rédiger un petit texte un peu polémique intitulé *Statisticians sometimes do not know exactly what they measure, but they do it always with pleasure (KOF-Analysen, volume 5/2005)*.

Droit dans ses bottes

Nonobstant ces travaux, l'administration fédérale est restée droite dans ses bottes. Jean-Daniel Gerber, quand il était secrétaire d'Etat à l'économie, avait péremptoirement annoncé qu'au vu de ses (prétendus) piètres résultats en matière de productivité *«la Suisse deviendra le pays le plus pauvre d'Europe occidentale dans vingt-cinq ans»*. Rien que ça! Et le Seco continue de tenir des propos alarmistes sur la faible croissance de la productivité du travail en Suisse. Il a récemment remis une couche dans le cadre du rapport du Conseil fédéral¹⁰ sur la politique de croissance 2012-2015. Rapport qui permet de s'interroger pour la Xe fois sur les *«mystères»*¹¹ de la faible productivité du travail en Suisse.

Prévoir un avenir sombre n'a rien d'innocent. En France, on parle des *«déclinistes»* qui se recrutent à droite et défendent l'application de politiques néolibérales pour engager le *«redressement»* du pays. Chez nous, nous avons eu les programmes

de *«revitalisation»* de l'économie dont feu David de Pury fut le héraut. Lui aussi, avec quelques autres *«têtes»* de l'économie, annonçait des lendemains très sombres... qui devraient d'ailleurs être déjà intervenus si ces prédictions étaient avérées.

Les déclinistes, de France ou d'ailleurs, ont besoin de peindre sur le diable sur la muraille pour faire avancer leurs propositions de réformes de la société. La crise est un impératif catégorique de leur philosophie politique. Si besoin, ils n'hésiteront pas à forcer le trait, voire à fabriquer des crises de toutes pièces. La crise ou les crises sont les leitmotivs des discours de l'UDC et de Christoph Blocher. Que feraient-ils, que diraient-ils sans elles?

Et que dire des économistes du Seco, qui vivent des descriptions de la médiocrité des performances qu'ils croient déceler dans l'économie suisse? Que deviendraient-ils, qu'écriraient-ils si les déficits et insuffisances qu'ils disent identifier n'étaient en réalité que des artefacts statistiques?

En queue de liste

Le rapport gouvernemental sur la politique de croissance comporte ainsi de nombreuses mises en garde qui tournent presque toutes autour de deux concepts: partout où cela est possible, les *«règles»* des marchés

concurrentiels doivent prévaloir et les réformes doivent être conçues pour améliorer la productivité du travail. On laissera de côté (pour aujourd'hui) le premier de ces deux thèmes pour lui préférer le second. Surtout que ce rapport nous assure que «*la croissance de la productivité du travail en Suisse a toujours été comparativement basse*».

La productivité, dans sa définition standard, est le rapport entre le produit intérieur brut (PIB) et le volume de travail (mesuré en heures travaillées). C'est de cette manière que l'Office fédéral de la statistique¹² la calcule.

L'OFS, pour la période 1992-2010, obtient un taux moyen d'augmentation de la productivité de 1,2%. Le Seco, qui dit s'appuyer sur les calculs de l'OFS, indique lui un taux moyen de 0,9%. Une différence annuelle de 0,3% produit des écarts substantiels lorsqu'elle est cumulée sur des décennies. Mais il y a pire, si l'on ose dire. L'Organisation de coopération et de développement économiques publie chaque semestre, dans le cadre de ses «*perspectives économiques*», un tableau de l'évolution de la productivité des pays membres. L'avantage des statistiques de l'OCDE est qu'elles sont harmonisées, c'est-à-dire en principe comparables. La Suisse y figure en queue de liste, avec une croissance moyenne de la productivité

de 0,7% au cours de ces trente dernières années. Et, sauf erreur de notre part, l'OCDE pointait déjà dans les années 60 et 70 la faible croissance de la productivité du travail. Cela durerait donc depuis un demi-siècle!

Croissance «à la chinoise»

A côté de ce bonnet d'âne, il faut placer les trophées que la Suisse recueille dans la plupart des palmarès décernés par des organisations internationales publiques ou privées. Notre pays compte parmi les têtes de listes en matière de revenu par habitant (avec ou sans parité de pouvoir d'achat) et de compétitivité (classement IMD et WEF par exemple).

Bien évidemment, compétitivité et productivité sont des notions un peu différentes. Mais on voit mal comment une économie peut obtenir des résultats médiocres pendant un demi-siècle pour la seconde et simultanément figurer dans le *top* mondial pour la première.

C'est ici qu'il faut réintroduire la question de la hausse constante de la valeur extérieure du franc intervenue depuis la fin du système de Bretton Woods il y a quarante ans. Les pouvoirs publics, les entreprises, les ménages doivent payer moins, en monnaie nationale, pour obtenir une même quantité de produits ou de services de

l'étranger. Ou, avec une même quantité de monnaie nationale, ils peuvent acquérir toujours plus de produits ou de services de l'étranger. Ce qui équivaut à une hausse du pouvoir d'achat de la Suisse sur le reste du monde. Cette évolution s'est traduite par une transformation majeure de la balance du commerce extérieur. En gros, de 1880 à 1980, cette balance a été structurellement déficitaire (valeur des importations supérieure à celle des exportations). Depuis une trentaine d'années, elle est devenue structurellement excédentaire. Ce qui est un indicateur peu discutable de l'excellente compétitivité de l'économie helvétique.

Bref, la lecture des statistiques officielles incite au pessimisme. Mais l'observation des performances de l'économie invite plutôt à l'optimisme. L'origine de ce grand écart est à rechercher dans les concepts utilisés pour calculer la productivité, mais aussi, en réalité, la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie. Le critère internationalement admis, comme nous l'avons mentionné précédemment, est celui du PIB, qui a été préféré à celui de produit national brut (PNB). Pourtant le second rend mieux compte, du moins dans le cas de la Suisse, de l'évolution effective de la croissance de son économie.

La différence entre les

résultats du PIB et du PNB n'est pas anecdotique. Selon les calculs de l'OFS, le PIB recule de 1,9% en 2009 et augmente de 2,8% en 2010. Ce qui donne une hausse annuelle moyenne de 0,45%.

Sur la base du PNB, la croissance est de 9,1% en 2009 et de 6,9% en 2010, soit une progression moyenne de 8% par année – un taux de croissance quasi «à la chinoise», qui aide à mieux

comprendre la «capacité de résistance» de l'économie suisse à la crise financière de ces dernières années ainsi qu'à la hausse du franc!

Les politiques sociales déconnectées de la réalité

Jean-Daniel Delley • 13 juillet 2012 • URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/21094>

La facture de l'aide sociale paie l'inadaptation des assurances sociales

Les politiques sociales n'ont pas suivi l'évolution du marché du travail et de la structure familiale.

Adaptations et coordination, telles devraient être les lignes directrices d'une réforme en profondeur.

Artias (Association romande et tessinoise des institutions d'aide sociale) vient de publier un dossier¹³ fouillé sur les lacunes de la politique sociale en Suisse. A l'origine de son interrogation, la forte augmentation du nombre des bénéficiaires de l'aide sociale au cours de la dernière décennie. Or l'aide sociale constitue le dernier filet de protection lorsque les conditions pour bénéficier des prestations des assurances sociales ne sont pas ou plus réunies. Pourquoi ce filet de dernier recours est-il aujourd'hui autant sollicité?

L'étude d'Artias pointe deux évolutions principales

auxquelles les assurances sociales n'ont pas su répondre: l'évolution du marché du travail d'une part, les changements dans la cellule familiale d'autre part.

Le modèle de l'Etat-providence s'est construit sur une référence claire, celle du salarié mâle, engagé à plein temps au bénéfice d'un contrat de durée indéterminée (CDI), avec des perspectives de mobilité sociale. Or cette référence ne reflète plus la réalité du marché du travail. Au cours de la dernière décennie, le nombre des titulaires d'un contrat de durée déterminée (CDD) inférieur à 6 mois a progressé de 33%, les CDD d'une durée comprise entre 6 mois et 3 ans de 38%, alors que les CDI n'ont augmenté que de 9%. Les travailleurs sur appel représentent 6% des actifs et le nombre des intérimaires a plus que doublé. L'emploi est devenu précaire et flexible, générateur d'insécurité. Une insécurité qui touche prioritairement les salariés peu payés.

Cette précarité affecte d'abord les foyers monoparentaux, les familles de plus de deux enfants, les jeunes adultes et la population immigrée. Plus de 25% des familles monoparentales vivent sous le seuil de pauvreté, tout comme un quart des familles nombreuses (plus de deux enfants).

Les politiques sociales n'ont pas réagi à cette montée de la précarité et de la flexibilité en renforçant la sécurité. Au contraire, les réformes de l'assurance-chômage et de l'assurance invalidité ont été conduites pour réduire les coûts et ont abouti à un transfert de responsabilité aux individus. Le deuxième pilier reste fermé à un salarié sur cinq (emplois atypiques et intermittents).

L'aide sociale assume ces lacunes de la sécurité sociale: prise en charge des chômeurs de longue durée et des salariés malades sans assurance perte de gains, avances dans l'attente des décisions de l'assurance-